



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
9 octobre 2006

Original : français

**Assemblée générale
Soixante et unième session
Point 91 g) de l'ordre du jour
Mesures de confiance à l'échelon régional : activités
du Comité consultatif permanent des Nations Unies
chargé des questions de sécurité en Afrique centrale**

**Conseil de sécurité
Soixante et unième année**

**Lettre datée du 6 octobre 2006, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent du Rwanda
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport de la vingt-quatrième réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, qui s'est tenue du 25 au 29 septembre 2006 à Kigali, au Rwanda (voir annexe).

Au nom du Président en exercice du Comité, je vous transmets sous ce pli le rapport adopté à l'issue de cette réunion.

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 91 g) de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Joseph Nsengimana



**Annexe à la lettre datée du 6 octobre 2006, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
du Rwanda auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Comité consultatif permanent des Nations Unies
chargé des questions de sécurité en Afrique centrale**

Rapport de la vingt-quatrième réunion ministérielle

Kigali, République du Rwanda, 25-29 septembre 2006

Introduction

1. La vingt-quatrième réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale s'est tenue à Kigali, en République du Rwanda, du 25 au 29 septembre 2006.
2. Tous les États membres ont pris part à cette réunion, à savoir : la République d'Angola, la République du Burundi, la République du Cameroun, la République centrafricaine, la République du Congo, la République démocratique du Congo, la République gabonaise, la République de Guinée équatoriale, la République du Rwanda, la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe et la République du Tchad.
3. La cérémonie d'ouverture a été ponctuée par :
 - Le message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, lu par Bintou Keita, résidente coordonnatrice par intérim des Nations Unies au Rwanda;
 - Le message du Secrétaire général de la CEEAC, lu par M. Nelson Cosme, Secrétaire général adjoint chargé de l'intégration humaine, de la paix, de la sécurité et de la stabilité.
4. Le discours d'ouverture a été prononcé par M^{me} Nyirahabimana Solina, Ministre à la présidence de la République du Rwanda, et le discours de clôture par le général Marcel Gatsinzi, Ministre de la défense de la République du Rwanda.

Déroulement des travaux

Adoption de l'ordre du jour

5. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant :
 - a) Adoption de l'ordre du jour de la vingt-quatrième réunion ministérielle;
 - b) Élection du bureau;
 - c) Briefing du pays hôte;
 - d) Rapport du bureau sortant par son Président;

- e) Revue de la situation géopolitique et de sécurité dans certains pays membres du Comité :
 - i) Le Burundi;
 - ii) La République centrafricaine;
 - iii) La République du Tchad;
 - iv) La République démocratique du Congo;
 - v) Examen de la crise du Darfour et de ses incidences sur les pays membres du Comité;
- f) Coopération interétatique en matière de sécurité entre les pays de l'Afrique centrale;
 - i) Renforcement du COPAX;
 - ii) Examen des préparatifs de l'exercice militaire conjoint Bahr El Gazal;
 - iii) Lutte contre la criminalité transfrontalière.
- g) Promotion du désarmement et des programmes de limitation des armements en Afrique centrale :
 - i) Échange d'expériences sur les programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des ex-combattants en Afrique centrale;
 - ii) Mise en œuvre en Afrique centrale du Programme d'action de l'ONU sur le commerce illicite des armes légères;
 - iii) Participation de la CEEAC au Registre des armes classiques de l'ONU et à l'instrument normalisé d'établissement des rapports sur les dépenses militaires;
 - iv) Mise en œuvre en Afrique centrale de la résolution 1540 du Conseil de sécurité;
 - v) Création d'un mécanisme sous-régional de désarmement en Afrique centrale;
- h) Rapport sur les activités du Secrétariat de la CEEAC dans les domaines de la paix et de la sécurité/rapport sur l'état d'avancement de l'étude sur le MARAC;
- i) Examen du projet de résolution sur les activités du Comité consultatif permanent chargé des questions de sécurité en Afrique centrale;
- j) Échange de vues sur les méthodes de travail et le programme de travail : revitalisation des activités du Comité consultatif et adoption du programme de travail du Comité pour la période 2006-2007;
- k) Date et lieu de la prochaine réunion;
- l) Divers;
- m) Adoption du rapport de la vingt-quatrième réunion ministérielle.

Élection du Bureau

6. Le Comité a élu un Bureau composé de :
- Président : Rwanda
 - Premier Vice-Président : Sao Tome-et-Principe
 - Deuxième Vice-Président : Angola
 - Rapporteur : Gabon

I. Rapport du Bureau sortant par son Président

7. Le Comité a pris note avec intérêt du rapport présenté par le Président du Bureau sortant sur les activités de celui-ci. Il s'est félicité du dynamisme avec lequel le Bureau s'est acquitté de ses tâches et notamment de sa contribution active, en liaison avec le secrétariat à la préparation et à l'organisation de la vingt-quatrième réunion ministérielle.

II. Revue de la situation géopolitique et de sécurité dans certains pays membres du Comité

8. La situation en Afrique centrale, et en particulier dans les pays concernés par cette revue de la situation géopolitique et en matière de sécurité, a connu en général une évolution positive depuis la dernière réunion du Comité. Malgré quelques affrontements armés ici et là, et une situation humanitaire et des droits de l'homme préoccupante, les processus de paix en cours dans la région ont continué à avancer et des élections pluralistes se sont tenues à Sao Tomé, en République démocratique du Congo, au Tchad et au Gabon.

9. La fragilité desdits processus, comme on a encore pu le voir en République démocratique du Congo, exige toutefois des parties concernées, des autres pays de la sous-région et de la communauté internationale qu'ils redoublent d'efforts pour ouvrir une ère nouvelle, propice à l'épanouissement des peuples trop longtemps meurtris par le fléau de la guerre.

République du Burundi

10. Le Comité s'est félicité des progrès enregistrés dans l'évolution de la situation au Burundi, notamment :

a) La signature le 7 septembre 2006, à Dar es-Salaam, d'un accord de cessez-le-feu entre le Gouvernement burundais et le PALIPEHUTU-FNL d'Agathon Rwasa;

b) Les efforts en vue de la décrispation des relations entre le Gouvernement et les médias, des relations entre les partis politiques, ainsi que des relations avec la société civile;

c) L'adoption de mesures pour porter remède à la question des prisonniers politiques et de la surpopulation des prisons, notamment la création d'une commission chargée d'identifier les prisonniers politiques et la décision du Président de la République de les libérer;

d) La poursuite du processus de désarmement et de démobilisation, et les progrès accomplis dans le démantèlement des milices.

11. Le Comité a pris acte des explications fournies par la délégation du Burundi concernant les arrestations de personnalités politiques intervenues récemment, et notamment que les dossiers relatifs à ces affaires sont entre les mains de la justice, qui se prononcera incessamment. Il a réitéré l'appel lancé par le Conseil de sécurité au Gouvernement et à toutes les parties pour qu'ils préservent la paix et la réconciliation nationale et favorisent la concorde sociale.

12. Le Comité a pris note de la demande de désengagement progressif faite en novembre 2005 par le Gouvernement à l'Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB), en raison de l'amélioration de la situation générale dans ce pays. Néanmoins, il a constaté qu'au cours de la période sous examen, les affrontements entre les forces gouvernementales et les FNL se sont poursuivis et ont occasionné quelquefois des cas de violations des droits de l'homme, mais que cette situation a changé depuis la signature de l'accord de cessez-le-feu entre les belligérants le 7 septembre 2006.

13. Il s'est félicité des mesures prises par le Gouvernement burundais pour poursuivre les auteurs de violations de droits de l'homme, et l'a exhorté à traduire en justice, sans exception, toute personne qui se rendrait coupable de tels actes. Il a en outre exprimé le vœu que l'accord de paix entre le Gouvernement burundais et le FNL se traduise par une amélioration des conditions de sécurité et de la protection des droits de l'homme.

14. Ensuite, il a exhorté le Gouvernement à poursuivre ses efforts pour rétablir une paix durable dans le pays. Il a en outre félicité les dirigeants de l'Initiative de la région des Grands Lacs pour la paix au Burundi à renforcer leur soutien afin de faire aboutir le processus de paix dans ce pays.

15. Le Comité s'est également félicité de l'excellence de la coopération bilatérale entre les Forces de défense nationale et de sécurité du Burundi respectivement avec les Forces armées de la République démocratique du Congo et les Forces rwandaises de défense, en vue de l'amélioration de la gestion des problèmes tels que la sécurisation des frontières, le flux des réfugiés et demandeurs d'asile.

16. Sur le plan socioéconomique, il a encouragé le Gouvernement dans ses efforts pour faire face aux graves problèmes socioéconomiques que connaît le pays et à résoudre les graves conflits concernant la propriété foncière et l'utilisation des terres. Il a lancé un appel pressant à la communauté internationale afin que les engagements des bailleurs de fonds concernant l'appui budgétaire au programme d'urgence et de réhabilitation du Burundi ainsi qu'au programme de relance économique et de développement soient tenus. Il a de même insisté sur la nécessité pour la communauté internationale d'apporter au Burundi tout l'appui nécessaire à l'aboutissement rapide du programme de démobilisation et de réinsertion des ex-combattants.

17. Le Comité a de nouveau encouragé le Gouvernement à poursuivre ses efforts pour apporter d'urgence des améliorations dans des domaines tels que la bonne gouvernance et le respect des droits de l'homme et poursuivre les principales réformes engagées dans les domaines politiques et économiques, et dans celui de la sécurité. Il a invité les acteurs régionaux, les partenaires bilatéraux et les Nations Unies à lui apporter tout leur appui à cet égard.

République centrafricaine

18. Le Comité a encouragé les autorités centrafricaines et tous les acteurs politiques à continuer à privilégier la voie du dialogue, à régler leurs différends de façon pacifique, et à œuvrer au renforcement de la paix et de la démocratie dans ce pays. Il s'est félicité de la tenue, le 28 juillet 2006, de la concertation nationale sur la paix et la sécurité à l'initiative du chef de l'État, qui a vu la participation de tous les organes de l'État, des partis politiques, de la société civile, du corps diplomatique et du Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

19. Il s'est déclaré préoccupé par la dégradation de la situation en matière de sécurité en République centrafricaine et notamment par :

- a) Les activités des bandes armées, des coupeurs de route et des rebelles dans le nord, qui commettent des exactions sur les populations civiles;
- b) Les violations répétées de l'intégrité territoriale au nord, nord-est, nord-ouest du pays par des groupes armés;
- c) La prolifération des armes légères, en particulier dans le nord-est;
- d) La multiplication des exactions et des assassinats, des braquages, des vols à main armée et des attaques des coupeurs de route.

20. Il a lancé un appel à la communauté internationale pour apporter à ce pays l'appui nécessaire à la sécurisation de ses frontières et à l'amélioration générale des conditions de sécurité, notamment par l'augmentation des capacités des Forces armées centrafricaines (FACA). Il a également salué la contribution de la Force multinationale de l'Afrique centrale (FOMUC) aux efforts pour ramener la paix et la sécurité en République centrafricaine et a exhorté la communauté internationale à soutenir ladite force, afin de permettre l'augmentation de son effectif pour aider la République centrafricaine à faire face à l'insécurité dans le pays. Il s'est félicité à cet égard de la décision de l'Union européenne de poursuivre le financement de la FOMUC jusqu'au 30 juin 2007.

21. Le Comité s'est également déclaré préoccupé de la dégradation continue de la situation humanitaire et de la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, du fait de l'insécurité résultant des mouvements de rébellion armée et de répliques des Forces armées centrafricaines.

22. Au plan socioéconomique, le Comité a lancé un appel aux bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux et aux institutions financières internationales pour qu'ils accordent une attention particulière à la situation économique et financière de la République centrafricaine et lui apportent l'appui nécessaire.

République démocratique du Congo

23. Le Comité s'est félicité des progrès notables enregistrés dans la mise en œuvre du processus de transition, et notamment de l'aboutissement du processus électoral, avec l'organisation des législatives et du premier tour des élections présidentielles le 30 juillet 2006. Il a salué les efforts consentis à cet égard par la communauté internationale aux plans politique, financier, technique et logistique, et a félicité le peuple congolais pour sa maturité et son civisme.

24. Le Comité a déploré les affrontements violents qui ont opposé les 20, 21 et 22 août 2006 la Garde républicaine à l'unité de protection du Vice-Président Jean-Pierre Bemba Gombo et qui ont fait au moins 40 morts, dont 30 policiers. Il a exhorté les responsables politiques congolais à envisager la poursuite du processus électoral de manière sereine, pacifique et responsable, et les a encouragés à privilégier la conciliation et la concorde dans l'intérêt supérieur du peuple congolais. Il s'est félicité à cet égard de la rencontre du 13 septembre 2006 entre le Président Joseph Kabila Kabange et le Vice-Président Jean-Pierre Bemba Gombo.

25. Le Comité s'est déclaré préoccupé de la lenteur de l'intégration de l'armée, des lacunes du processus de brassage, des défaillances de la Commission nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion (CONADER) dans la mise en œuvre du plan national de désarmement, démobilisation et réintégration, ainsi que des difficultés rencontrées par le Gouvernement de transition pour constituer la totalité des brigades intégrées prévues.

26. Bien que la situation en matière de sécurité se soit améliorée dans l'est de la République démocratique du Congo en raison des opérations menées conjointement par les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et la MONUC qui ont permis de contenir et de désarmer des milices, le Comité s'est déclaré profondément préoccupé par la poursuite des exactions commises par certaines d'entre elles dans l'Ituri, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et le Nord-Katanga qui continuent d'avoir des effets négatifs sur la vie des civils en entraînant l'aggravation d'une situation humanitaire déjà précaire.

27. Au plan sous-régional et dans le cadre de la Tripartite plus, le Comité a encouragé la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda à poursuivre leurs efforts pour améliorer leur coopération dans la lutte contre les groupes armés sévissant à leurs frontières communes.

28. Le Comité s'est déclaré préoccupé par la persistance des allégations relatives aux graves atteintes aux droits de l'homme commises à l'endroit des civils, en particulier à la suite des opérations militaires qui ont eu lieu en Ituri et dans le Nord-Katanga. Il s'est félicité des mesures prises par les autorités de la République démocratique du Congo pour lutter contre l'impunité et les a exhortées à poursuivre dans ce sens, en veillant notamment à ce que toutes les personnes coupables de tels actes soient poursuivies sans distinction.

29. Le Comité a exhorté le Gouvernement de la République démocratique du Congo à mettre en œuvre une politique globale, de concert avec l'ONU et ses partenaires, afin de faire face à la crise humanitaire dans ce pays. Il a notamment exhorté les donateurs à appuyer de façon substantielle, le plan d'action de la République démocratique du Congo pour 2006, lancé le 13 février 2006 à Bruxelles et Kinshasa, qui énonce un cadre clair et réaliste permettant de régler les problèmes humanitaires continus en République démocratique du Congo.

République du Tchad

30. Le Comité s'est déclaré préoccupé par la persistance des crises politiques et la dégradation de la situation sécuritaire au Tchad due, d'une part, au boycott de l'élection présidentielle et du dialogue politique par les partis politiques de l'opposition dite de la Convention des partis politiques pour la défense de la Constitution (CPDC), et d'autre part, à l'agression caractérisée du Tchad par des

groupes armés (décembre 2005 et avril 2006). Il s'est félicité du déroulement dans le calme de l'élection présidentielle du 3 mai 2006 et de la tenue du dialogue politique organisé du 28 juillet au 2 août 2006 à l'initiative du Président Idriss Déby Itno.

31. Il a encouragé le Gouvernement tchadien à poursuivre ses efforts de dialogue avec toutes les composantes politiques et s'est félicité de son engagement à procéder à la révision des listes électorales, réclamée par les participants au dialogue et à transformer en textes législatifs et réglementaires les résolutions issues de ce dialogue politique. Il a exhorté l'ensemble des partis politiques à privilégier la voie du dialogue et de la conciliation afin de faire baisser les tensions et ramener un climat politique apaisé au Tchad.

32. Le Comité s'est déclaré préoccupé des menaces que font peser sur la sécurité et la stabilité du Tchad les activités des groupes rebelles tchadiens basés au Darfour et des tensions que cela crée entre le Tchad et le Soudan. Entre-temps, il s'est félicité des efforts déployés par le Tchad et le Soudan en vue de normaliser leurs relations et notamment la visite à Karthoum du Ministre tchadien des affaires étrangères et la signature le 8 août 2006 en marge des cérémonies d'investiture du Président Idriss Déby Itno, d'un communiqué indiquant la décision des chefs d'État des deux pays de mettre un terme définitif à leurs différends par la normalisation immédiate de leurs relations diplomatiques et économiques. Il les a encouragés à mettre en application les termes des différents accords de paix conclus entre les deux parties.

33. Le Comité s'est néanmoins déclaré profondément inquiet des risques d'extension de la crise du Darfour aux autres pays de la sous-région et a condamné les actes de violence perpétrés contre les réfugiés, les personnes déplacées, les populations civiles et le personnel humanitaire dans l'est du Tchad. Il a lancé un appel à la communauté internationale et à l'ONU afin d'aider le Gouvernement tchadien à assurer la sécurité des réfugiés du Darfour qui se trouvent dans des camps au Tchad, à leur apporter une assistance accrue et à garantir la neutralité des camps. Il s'est enfin félicité de la tenue à N'Djamena de deux conférences extraordinaires des chefs d'État de la CEMAC en vue d'examiner la situation sécuritaire dans la sous-région d'Afrique centrale et les menaces de déstabilisation dont le Tchad est l'objet.

III. Examen de la crise du Darfour et de ses incidences sur les pays membres du Comité

34. Le Comité a pris note avec une profonde inquiétude des informations relatives à la détérioration de la situation au Darfour et des importantes conséquences qu'elle a sur la sécurité régionale, notamment :

- a) L'afflux des réfugiés et la dégradation des conditions de sécurité dans les pays de la région;
- b) Le développement de mouvements transfrontaliers illégaux d'armes et de personnes;

c) La dégradation de l'environnement et des conditions de sécurité dans les zones proches de la frontière, exposant les populations civiles, les personnes déplacées et les réfugiés à de graves dangers;

d) Les menaces à la stabilité, à la sécurité et à l'intégrité territoriale des voisins du Soudan, en particulier la République centrafricaine et le Tchad;

e) Le risque croissant de voir la zone de jonction frontalière entre les trois pays devenir une région de turbulences susceptible d'attirer davantage de groupes armés, de mercenaires et de rebelles disposés à prendre part à toute action déstabilisatrice des pays de la sous-région.

35. Le Comité a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle intensifie ses efforts en faveur d'une véritable sécurisation des frontières entre le Tchad, la République centrafricaine et le Soudan et pour une assistance accrue aux réfugiés et personnes déplacées qui sont les principales victimes des hostilités dans la région. Il a à cet égard encouragé les démarches menées par les Nations Unies et l'Union africaine en vue du déploiement d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies au Darfour. Il a également souscrit à la nécessité de l'approche sous-régionale incluant tous les États de l'Afrique centrale, préconisée par le Secrétaire général des Nations Unies pour stabiliser cette zone.

36. Dans cette perspective, le Comité a préconisé l'organisation rapide d'une conférence sous-régionale sur la recherche de solutions aux problèmes de sécurité transfrontalière en Afrique centrale. Un appel a été lancé au Secrétariat général de la CEEAC pour qu'il contribue aux démarches destinées à recueillir les fonds nécessaires à l'organisation de cette conférence.

IV. Coopération interétatique en matière de sécurité entre les pays de l'Afrique centrale

Renforcement du COPAX

37. Le Comité a pris note de l'exposé du Secrétariat général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) sur les efforts menés en vue du renforcement du Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale (COPAX) et notamment :

a) L'organisation par la CEEAC de réunions régulières statutaires de la Commission défense et sécurité qui ont permis de progresser dans la mise en place d'une architecture régionale de défense et de sécurité, notamment dans les domaines de la Force multinationale de l'Afrique centrale (FOMAC) et du Mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique centrale (MARAC);

b) Le démarrage, depuis juillet 2006, des activités des officiers constituant l'état-major régional, comprenant un chef d'état-major régional (Congo), des sous-chefs d'état-major régionaux chargés du plan, des opérations et de la formation (Cameroun), de la logistique (Tchad), du personnel, du budget et des finances (Guinée équatoriale), des systèmes d'information et communication (République démocratique du Congo), un assistant du chef d'état-major régional chargé du renseignement (Burundi), des officiers rédacteurs et le personnel d'appui (Gabon);

c) La mise en place en cours du noyau dur de l'état-major de la brigade comprenant un chef du noyau dur (Angola), un officier G1 (RCA), un officier G2 (Rwanda) et un officier G3 (Sao Tomé-et-Principe);

d) L'existence dans la plupart des États membres des unités devant constituer la Brigade régionale en attente (BRA);

e) La participation régulière du Secrétariat général de la CEEAC à tout le processus de préparation de l'exercice multinational RECAMP5 qu'il organise conjointement avec la France.

38. Il a lancé un appel aux pays membres de la CEEAC pour qu'ils continuent à œuvrer au renforcement du COPAX, afin qu'il puisse jouer un rôle moteur en Afrique centrale, notamment grâce à l'application par tous les États membres de la CEEAC de la décision relative à la contribution communautaire d'intégration (CCI) et par le versement des contributions au budget de la CEEAC.

Examen des préparatifs de l'exercice militaire conjoint Bahr El Gazal

39. Le Comité a pris note avec intérêt des informations fournies par la délégation tchadienne sur les raisons ayant conduit au report de la tenue de l'exercice militaire conjoint Bahr El Gazal prévu au mois de novembre 2005. Il a exhorté les pays ne l'ayant pas encore fait à s'acquitter dans les meilleurs délais de leurs contributions afin de permettre la poursuite des travaux préparatoires et la tenue de l'exercice au mois de novembre 2007.

Lutte contre la criminalité transfrontalière

40. Le Comité s'est déclaré profondément préoccupé par les informations relatives à l'aggravation des problèmes de sécurité frontalière dans la sous-région de même qu'au développement de la criminalité transfrontalière. Il a encouragé les pays membres à poursuivre leurs efforts pour y faire face et notamment à développer une approche sous-régionale concertée dont l'élaboration pourrait être examinée dans le cadre de la conférence sous-régionale envisagée sur la question. Le Comité a également pris note des informations sur les rencontres tripartites Tchad-République centrafricaine-Cameroun, organisées en 2005 au Cameroun sous l'égide du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine, en vue d'arrêter des mesures de lutte contre la criminalité transfrontalière.

V. Promotion du désarmement et des programmes de limitation des armements en Afrique centrale

Échange d'expériences sur la mise en œuvre des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des ex-combattants en Afrique centrale

41. À l'occasion des échanges d'expériences entre les délégations sur les programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des ex-combattants en cours dans leurs pays respectifs, le Comité s'est félicité des progrès enregistrés à cet égard en Angola, au Burundi, en République centrafricaine, en République du Congo, en République démocratique du Congo, au Tchad et en

République du Rwanda, notamment par la collecte et la destruction de grandes quantités d'armes ainsi que la démobilisation et la réinsertion de nombreux ex-combattants, y compris les enfants soldats. Il a encouragé les pays concernés à poursuivre leurs efforts en la matière et à s'inspirer de leurs expériences respectives.

42. Le Comité a néanmoins exprimé sa profonde préoccupation au sujet de l'insuffisance notoire des moyens financiers nécessaires au lancement ou à l'exécution effective desdits programmes dans les pays de la sous-région sortant de situations de conflit. Il a estimé que les lenteurs excessives et les multiples distorsions enregistrées dans la mise en œuvre des processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, en raison de cette insuffisance de moyens financiers qui porte en elle des germes réels de reprise des affrontements, sont susceptibles d'hypothéquer les immenses efforts de restauration de la paix, de la sécurité et du développement dans les pays concernés.

43. Le Comité a lancé un appel pressant :

- a) Aux pays membres sortant de situations de conflit pour qu'ils déploient les efforts nécessaires à la réalisation harmonieuse et effective des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des ex-combattants;
- b) À la communauté internationale et en particulier aux bailleurs de fonds pour qu'ils apportent aux pays concernés un appui conséquent pour leur permettre d'exécuter lesdits programmes dans les délais prévus.

Mise en œuvre en Afrique centrale du programme d'activités prioritaires adopté en 2003 à l'issue du Séminaire de Brazzaville sur l'application du Plan d'action de l'ONU sur le commerce illicite des armes légères

44. Le Comité a pris note avec intérêt des comptes rendus présentés par les pays membres sur l'exécution du programme d'activités prioritaires adopté à l'issue du Séminaire de Brazzaville sur la mise en œuvre en Afrique centrale du Programme d'action de l'ONU sur le commerce illicite des armes légères.

45. Il s'est également félicité des actions et initiatives entreprises par les pays membres dans le cadre de la mise en œuvre aussi bien du programme d'activités prioritaires de Brazzaville que du Programme d'action de l'ONU en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, et notamment :

- a) L'adoption de législations réprimant les infractions liées à la possession ou à la commercialisation illicite des armes légères;
- b) La création d'unités spécialisées dans la lutte contre le grand banditisme et le trafic illicite des armes légères et le renforcement des moyens mis à la disposition des structures existantes;
- c) L'organisation par les forces de sécurité d'opérations de collecte d'armes illégales, notamment dans les zones frontalières;
- d) La création de commissions nationales et la mise en place de points focaux nationaux chargés de coordonner la lutte contre le commerce illicite des armes légères;
- e) L'échange d'informations entre les services de sécurité de pays voisins et l'organisation d'actions conjointes aux frontières;

f) L'organisation d'opérations de formation ou de sensibilisation sur les questions relatives à la prolifération et à la circulation illicite des armes légères.

46. Cependant, le Comité a exprimé sa préoccupation au sujet des difficultés qui continuent à hypothéquer les efforts des pays de la sous-région pour lutter contre le commerce illicite des armes légères et notamment :

a) La porosité des frontières qui favorise la circulation illicite des armes légères;

b) Le manque d'équipements appropriés de détection et de personnel adéquatement formé;

c) L'absence d'informations et de données exactes sur la nature et les quantités des armes en circulation.

47. Le Comité a exhorté les pays membres à redoubler d'efforts dans la lutte contre le commerce illicite des armes légères aux niveaux national et sous-régional et a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle apporte aux pays de la sous-région l'appui nécessaire à une lutte efficace contre le commerce illicite des armes légères.

Exposé sur la Conférence d'examen de la mise en œuvre du Programme d'action sur le commerce illicite des armes légères

48. Le Comité a pris note de l'exposé du Directeur du Centre régional pour la paix et le désarmement en Afrique sur la Conférence d'examen sur la mise en œuvre du Plan d'action sur le commerce illicite des armes légères qui s'est tenue à New York du 26 juin au 6 juillet 2006. Il a regretté que ladite conférence n'ait pas pu adopter son document final et a réaffirmé son soutien au Programme d'action.

Exposé sur l'instrument international relatif au marquage et au traçage

49. Le Comité a pris note de l'exposé du Directeur du Centre régional pour la paix et le désarmement en Afrique sur l'instrument international relatif au marquage et au traçage adopté en décembre 2005, à l'issue des travaux du Groupe de travail à composition non limitée créé par l'Assemblée générale sur cette question.

Participation de la CEEAC au Registre des armes classiques de l'ONU et à l'instrument normalisé d'établissement des rapports sur les dépenses militaires

50. Le Comité a pris note de l'exposé du Directeur du Centre régional pour la paix et le désarmement en Afrique sur le Registre des armes classiques de l'ONU et sur l'instrument normalisé d'établissement des rapports sur les dépenses militaires. Il a déploré la faible participation des pays membres à ces instruments de promotion du désarmement et les a exhortés à répondre aux demandes du Secrétaire général des Nations Unies concernant l'établissement et l'envoi desdits rapports.

Mise en œuvre en Afrique centrale de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité

51. Le Comité a pris note de l'exposé du Directeur du Centre régional pour la paix et le désarmement en Afrique sur la mise en œuvre en Afrique centrale de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, qui met l'accent sur la menace du

terrorisme et du trafic d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques et de leurs vecteurs. Il s'est félicité de l'idée de tenir dans la sous-région un séminaire sur la mise en œuvre en Afrique centrale de la résolution 1540 (2004), qui serait organisé conjointement par la CEEAC et le Centre régional pour la paix et le désarmement en Afrique. Il a néanmoins souligné la nécessité de garder la question des armes légères et de petit calibre au premier rang des priorités en matière de désarmement en Afrique centrale.

Création d'un mécanisme sous-régional de désarmement en Afrique centrale

52. Le Comité a pris note de l'exposé du Directeur du Centre sur l'expérience des autres régions d'Afrique qui se sont déjà dotées d'instruments juridiques pour le contrôle des armes légères et de petit calibre. Il a souligné la nécessité pour l'Afrique centrale de développer des instruments similaires et s'est félicité des contacts en cours entre le Secrétariat général de la CEEAC et le Centre régional pour la paix et le désarmement en Afrique, dans la perspective du lancement de négociations entre les pays de la sous-région pour la mise sur pied d'un tel instrument.

VI. Rapport sur les activités du Secrétariat de la CEEAC dans les domaines de la paix et de la sécurité/rapport sur l'état d'avancement de l'étude sur le MARAC

53. Le Comité a pris note avec intérêt de l'exposé présenté par le Secrétariat général de la CEEAC sur ses activités dans les domaines de la paix et de la sécurité et notamment sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Mécanisme d'alerte rapide (MARAC). Il a salué la nomination d'un représentant du Secrétaire général de la CEEAC chargé du suivi du processus électoral en République démocratique du Congo. Il a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle apporte à la CEEAC l'appui nécessaire au déploiement d'observateurs électoraux dans les pays membres.

54. Le Comité s'est également félicité de l'opérationnalisation du MARAC en cours d'exécution avec l'appui de l'Union européenne (4 millions d'euros), notamment le lancement par le Secrétariat général du processus de recrutement des responsables nécessaires au démarrage des activités du Mécanisme, à savoir : le Directeur (Coordonnateur) du MARAC; le Directeur des actions politiques et diplomatiques; le chef du bureau observation et collecte d'informations, le chef du bureau analyse et évaluation, l'expert spécialisé en technologie de l'information et gestion de documents, ainsi que de l'aménagement de 18 nouveaux bureaux et de leur équipement.

VII. Échange de vues sur les méthodes et le programme de travail : revitalisation des activités du Comité consultatif et adoption du programme de travail du Comité pour la période 2006-2007

55. Les membres du Comité ont procédé avec le secrétariat du Comité et celui de la CEEAC à un échange de vues intense sur la question de la revitalisation des activités du Comité consultatif et la rationalisation de ses méthodes de travail. Ils ont souligné l'importance de la tenue des réunions du Comité de façon rotative dans les pays de l'Afrique centrale, comme facteur de consolidation de la confiance, et se sont félicités de l'existence du Centre sous-régional des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie de Yaoundé, qui pourrait servir de solution alternative en cas de désistement d'un État, pour abriter les réunions du Comité.

56. Le Comité a inscrit à son programme de travail pour la période 2006-2007, les activités suivantes :

a) L'organisation de la vingt-cinquième réunion ministérielle du Comité à Sao Tomé en mars 2007, à une date à préciser;

b) L'organisation de la Conférence sous-régionale sur les réponses à apporter aux problèmes de sécurité transfrontaliers en Afrique centrale; Yaoundé, date à préciser;

c) L'organisation de la vingt-sixième réunion ministérielle du Comité en Angola en septembre ou octobre 2007, à une date à préciser.

57. Le Comité a donné mandat au Bureau du Comité de se rapprocher du Département des affaires de désarmement afin d'avoir un échange de vues sur la redynamisation et la rationalisation des activités du Comité, notamment la fréquence et le lieu de la tenue de ses réunions. Il s'est déclaré profondément préoccupé par l'insuffisance des ressources disponibles dans le fonds d'affectation spéciale destiné à financer ses activités extrabudgétaires. À cet égard, il a lancé un appel pressant aux pays membres et aux bailleurs de fonds pour qu'ils contribuent généreusement au fonds d'affectation spéciale.

VIII. Date et lieu de la prochaine réunion

58. Le Comité a décidé de tenir sa vingt-cinquième réunion ministérielle à Sao Tomé-et-Principe en mars 2007, à une date à convenir entre le secrétariat et le pays hôte.

IX. Divers

59. Le Comité a exhorté les pays membres ne l'ayant pas encore fait à ratifier ou à adhérer aux accords relatifs à la coopération d'entraide judiciaire et à la coopération en matière de police criminelle et transfrontalière.

60. Il a adressé ses chaleureuses félicitations à Pamela Maponga, Secrétaire du Comité, pour la compétence et le dévouement avec lesquels elle s'est acquittée de ses fonctions.

61. Les participants se sont enfin félicités du bon climat qui a prévalu tout au long de leurs travaux et ont exprimé leurs remerciements à Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, au Gouvernement et au peuple rwandais pour l'accueil chaleureux et les attentions fraternelles dont ils ont été l'objet pendant leur séjour en République du Rwanda.
